

Cote du document: EB 2012/107/INF.8
Date: 10 décembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation

Septième rapport de situation sur la phase principale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Edward Heinemann

Responsable principal de la planification
stratégique
téléphone: +39 06 5459 2398
courriel: e.heinemann@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Information**

Table des matières

I.	Contexte	2
II.	Examen des activités mises en œuvre en 2012	3
III.	Questions financières	5

Appendices

I.	Updated financial statement for 2012 (Mise à jour des états financiers de l'exercice 2012)	
II.	Status report on on-going IMI-funded projects (Rapport sur l'état d'avancement des projets financés au titre de l'III)	

Sigles et acronymes

ENI	Évaluation au niveau de l'institution
III	Initiative pour intégrer l'innovation

Initiative du FIDA pour intégrer l'innovation

Septième rapport de situation sur la phase principale

1. Le Conseil d'administration a approuvé à sa session de décembre 2004 la phase principale de l'Initiative pour intégrer l'innovation (III) (EB 2004/83/R.2). Financée par une contribution complémentaire du Royaume-Uni de 6,6 millions de GBP (environ 12,0 millions d'USD), cette initiative a pour finalité de renforcer la capacité du FIDA à promouvoir des innovations susceptibles d'avoir un impact positif sur la réduction de la pauvreté rurale. Les résultats attendus sont les suivants:
 - intégration de l'innovation dans les opérations du FIDA;
 - renforcement de la démarche d'assimilation et de mise en commun des innovations et application des connaissances ainsi acquises; et
 - changement de culture et de pratiques de l'organisation afin de favoriser l'innovation.
2. Le présent rapport a pour objet de rendre compte au Conseil d'administration de l'état d'avancement de l'Initiative pour intégrer l'innovation entre novembre 2011 et octobre 2012. Il fait suite aux six rapports de situation déjà présentés au Conseil d'administration (documents EB 2011/104/INF.4, EB 2010/101/INF.5, EB 2009/98/INF.7, EB 2008/95/INF.5, EB 2007/92/INF.6 et EB 2006/88/INF.4) qui, ensemble, couvrent la période 2005-2011.

I. Contexte

3. L'évaluation au niveau de l'institution (ENI) de la capacité du FIDA à promouvoir l'innovation présentée au Conseil d'administration en avril 2010 (EB 2010/99/R.7), qui comprenait un examen de la performance de l'III, a conclu que la pertinence de cette initiative était satisfaisante. Si la conception du programme était dans une large mesure **pertinente**, les évaluateurs ont attiré l'attention sur quatre points: la hiérarchisation insuffisante des activités; le fait que certaines activités n'étaient manifestement pas du ressort de l'III; l'absence d'objectifs spécifiques au programme et la faiblesse du processus de suivi-évaluation; et un encadrement institutionnel qu'on pourrait qualifier d'inopportun au sein de l'ancien Département affaires extérieures. Sur le plan de l'**efficience**, IOE a affirmé que la performance était plutôt insuffisante. En revanche, l'efficacité a été jugée plutôt **satisfaisante** en ce qui concerne la réalisation des objectifs du programme; le troisième résultat attendu - changement de culture et de pratiques de l'organisation afin de favoriser l'innovation - n'a dans une large mesure pas été atteint. L'impact de l'III a été jugé plutôt satisfaisant et sa durabilité plutôt insuffisante.
4. Dans sa réponse globale aux recommandations de l'ENI, la direction a attiré l'attention sur quatre points (EC 2010/62/W.P.3/Add.1). Tout d'abord, la direction a reconnu que le FIDA devait établir un programme plus clair et plus stratégique en matière d'innovation, même si elle a fait valoir que les idées novatrices naissent souvent sur le terrain, en réponse à des problèmes spécifiques rencontrés au niveau d'un projet ou d'un pays, et qu'il faut y être réceptif. Ensuite, la direction a souligné le caractère central de la reproduction à plus grande échelle, qui constitue un "facteur critique pour l'accomplissement de la mission du FIDA" et qui est considérée à la fois comme une véritable mesure d'innovation et comme la **meilleure** façon pour le FIDA d'avoir une incidence plus large sur la pauvreté rurale, au-delà de l'impact direct de ses propres opérations. De plus, elle a pris bonne note de la recommandation d'allouer des ressources adéquates aux activités hors prêts. Enfin, la direction du FIDA a indiqué clairement qu'elle s'engageait à encourager un partage des savoirs et une prise de risque accrus de manière à inciter le personnel à innover.

5. En partie pour répondre aux préoccupations évoquées dans l'ENI, en janvier 2010, le Responsable principal des stratégies de développement a été désigné comme chef de file de la gestion des savoirs et l'innovation au sein de l'équipe de direction. Toutefois, en 2010 et 2011, aucune activité nouvelle (ni aucun nouveau projet) n'a été approuvée, même si un nombre limité d'activités ont été menées dans le cadre de 38 petits projets en cours financés au titre de l'III. En octobre 2011, de nouveaux responsables de la gestion quotidienne de l'III ont été désignés, et la voie à suivre a été définie et convenue, accompagnée de principes d'application pour 2012 fortement inspirés de l'ENI et de la réponse de la direction.

II. Examen des activités mises en œuvre en 2012

6. Durant la période considérée (de novembre 2011 à octobre 2012), des efforts non négligeables ont été déployés pour accélérer le rythme de la mise en œuvre et de l'utilisation des ressources au titre de cette initiative. Conformément aux priorités recensées dans le rapport de situation relatif à l'III, des activités relevant de trois grands domaines ont été menées. Tout d'abord, un nouvel appel à propositions a été lancé afin de mettre des projets en concurrence pour l'obtention d'un financement au titre de l'III. Ensuite, le FIDA a planifié l'affectation des ressources de l'III, et commencé à les utiliser, en faveur d'un nombre limité de domaines prioritaires dans le cadre de l'action entreprise par le FIDA pour promouvoir des innovations qui auront un impact positif sur la pauvreté rurale. Ce travail, qui vise principalement l'obtention du troisième résultat défini au titre de l'III - changement de culture et de pratiques de l'organisation afin de favoriser l'innovation, est plus particulièrement axé sur la reproduction à plus grande échelle et la coopération Sud-Sud (deux domaines mis en avant dans le Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA), ainsi que sur l'élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion des connaissances. Enfin, le FIDA s'est efforcé de tirer les enseignements des 38 petits projets de l'III déjà mis en œuvre. Chacun de ces aspects est analysé ci-dessous.
7. Le guichet de financement concurrentiel, qui permet aux fonctionnaires du FIDA de parrainer et de financer des activités et des projets innovants qui ont un impact positif direct ou indirect sur la pauvreté rurale, qui sont conformes au Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, et qui sont jugés susceptibles de contribuer à la réalisation de l'objectif du programme de l'III et à l'obtention d'un ou plusieurs des trois résultats attendus. Un nouvel appel à propositions a été lancé fin 2011. De nouveaux critères de sélection des propositions plus transparents ont été définis et, puisque l'une des principales préoccupations est de faire en sorte que le FIDA utilise les enseignements tirés des activités et des projets pour amplifier et/ou faire adopter à l'échelle de l'institution les innovations qui ont porté leurs fruits, ces critères accordent une importance particulière aux propositions de projet qui présentent un programme précis en matière d'apprentissage, qui comprennent des mécanismes ayant pour objet de tirer les enseignements et de les partager, et qui ouvrent des perspectives d'amplification et/ou d'adoption à l'échelle de l'institution. Une enveloppe de 2,5 millions d'USD a été mise à disposition pour financer les projets approuvés.
8. Au 30 décembre 2011, date de clôture de l'appel à la concurrence, le FIDA avait reçu 40 propositions d'une valeur totale de 6,6 millions d'USD. Une équipe de neuf personnes (cinq spécialistes extérieurs au FIDA et les quatre membres de l'équipe spéciale interdépartements pour la gestion des savoirs et l'innovation au FIDA) a étudié ces 40 propositions. L'équipe a recommandé le financement, pour un montant total de 2 millions d'USD, des projets, au nombre de seulement 12 sur 40, qui satisfaisaient aux conditions rigoureuses arrêtées pour cette sélection. En mars 2012, le Président a approuvé cette recommandation, donnant ainsi le feu vert aux 12 parrains ou équipes de parrainage pour le démarrage de l'exécution. Jusqu'ici, la plupart des projets ont bien avancé et des possibilités de mise en commun de l'expérience de leur mise en œuvre et des enseignements tirés jusqu'ici

ont été trouvées. On trouvera à l'appendice II un récapitulatif des objectifs des 12 projets et de l'état d'avancement de leur exécution.

9. Sur les 28 projets rejetés, trois concernaient des initiatives ayant trait aux partenariats public-privé et, compte tenu de l'importance accordée à ce thème au FIDA, les trois parrains ont été invités à collaborer pour soumettre une proposition unique répondant aux différentes préoccupations exprimées par les membres de l'équipe chargée d'analyser les offres. C'est ce qu'ils ont fait et, en octobre 2012, le financement de ce treizième projet a également été approuvé, ce qui porte le montant total des crédits engagés au titre de ce cycle d'appel d'offres à 2,2 millions d'USD.
10. Le deuxième chantier a consisté à commencer à élaborer une stratégie d'utilisation du solde des crédits attribués à l'III pour intégrer l'innovation dans les opérations du FIDA et induire un changement systémique en ce qui concerne la culture et les pratiques de l'organisation, qui constitue un préalable indispensable à la promotion d'innovations ayant une incidence positive sur la pauvreté rurale. Une attention particulière a été portée aux quatre priorités actuelles de l'organisation, qui sont étroitement liées: reproduction à plus grande échelle, concertation sur les grandes orientations, coopération Sud-Sud (trois domaines pour lesquels le FIDA a souscrit des engagements envers ses membres aux termes du Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA) et gestion des savoirs.
 - a) La **reproduction à plus grande échelle**, considérée comme "un facteur critique pour l'accomplissement de la mission du FIDA, est franchement axée sur la manière d'exploiter les innovations qui ont porté leurs fruits pour obtenir un impact plus ample sur la pauvreté rurale. Il est envisagé d'utiliser les ressources de l'III pour financer les activités suivantes: au niveau des pays, en lien avec la participation prévue ou en cours du FIDA aux différents stades du cycle des projets (depuis le COSOP et la conception des projets jusqu'à l'appui à l'exécution et la supervision) ainsi qu'avec la gestion des savoirs, le renforcement des partenariats et la concertation sur les grandes orientations; et ii) au niveau de l'institution, afin de permettre au FIDA et à la communauté de pratiques constituée à l'échelle mondiale de mutualiser les expériences en matière d'amplification d'activités de développement agricole et rural et d'en tirer les leçons, de manière à faire en sorte que ses programmes de pays et projets s'inspirent des innovations réalisées par d'autres et tiennent compte des meilleures pratiques qui commencent à s'imposer.
 - b) La **concertation sur les grandes orientations menée au niveau national** est indispensable pour susciter un changement systémique des situations auxquelles sont confrontés les populations rurales pauvres et constitue l'une des voies privilégiées pour démultiplier l'impact obtenu. Pour renforcer l'engagement du FIDA dans ce domaine, il est prévu que les ressources de l'III servent à financer un plan d'action dont l'élaboration est en cours, qui poursuit les objectifs suivants: assurer une perception commune de la concertation sur les grandes orientations menée au niveau des pays; renforcer les capacités de concertation au niveau des pays; et en assurer l'intégration plus efficace aux programmes et projets mis en place dans les pays.
 - c) Au titre de la **Coopération Sud-Sud**, il s'agit pour le FIDA de faire circuler les savoirs entre les pays membres de manière à transposer les innovations à de nouveaux contextes. Dans ce domaine, l'III servira à appuyer des activités ayant pour objet d'honorer les engagements souscrits au titre de FIDA9: faire en sorte que la coopération Sud-Sud soit abordée de manière stratégique, soit largement intégrée à tous les programmes de pays et repose sur des données solides.

- d) La **gestion des savoirs** est un préalable indispensable pour amplifier, généraliser et mutualiser une innovation, quelle qu'en soit la nature. L'élaboration d'une nouvelle stratégie de gestion des savoirs est en cours, encadrée par une équipe chargée de gérer le processus de manière à favoriser l'adhésion et la généralisation à l'ensemble de l'institution, et elle s'articulera directement avec les efforts entrepris par le Fonds pour honorer les engagements pris au titre de FIDA9 et appuyer l'exécution du plan à moyen terme de l'organisation pour la période 2013-2015. La première étape consiste à concevoir le processus d'élaboration de la stratégie; cet aspect a été financé sur les crédits de l'III, de même que son organisation. L'III servira à appuyer la poursuite des travaux entrepris dans ce domaine, le cas échéant.
11. Le troisième axe, tirer les leçons de l'expérience de l'III, a jusqu'ici consisté à procéder à une étude sur dossier de la totalité des 38 projets mis en œuvre afin d'établir pour chacun d'entre eux une note d'information de 3 à 4 pages proposant des liens vers les documents utiles. Au dernier trimestre 2012, les plus innovants et efficaces de ces 38 projets seront sélectionnés, et 5 à 8 d'entre eux feront l'objet d'une étude plus détaillée qui devrait débuter fin 2012 ou début 2013. Ce travail devrait permettre de recenser les innovations encouragées, d'évaluer l'impact des projets et d'étudier les perspectives d'amplification ou d'adoption à l'échelle de l'institution.

III. Questions financières

12. Le Ministère du développement international a versé en 2009 la dernière tranche de la contribution complémentaire du Royaume-Uni, portant le total des ressources reçues pour le programme de l'III à l'équivalent d'environ 12,0 millions d'USD. Le montant des ressources disponibles pour engagement s'élève à environ 2,1 millions d'USD, sur un solde total d'approximativement 4 millions d'USD. En 2013, ces fonds serviront à financer des activités d'apprentissage et de partage des savoirs et la mise en place d'un environnement institutionnel propice à l'innovation. Un état financier détaillé figure à l'appendice I.

	<i>Au 30 septembre 2012</i>	<i>Au 30 septembre 2011</i>	<i>Variation en pourcentage</i>
Ressources (montants reçus) (en milliers d'USD)	12 002	12 002	0
Allocations approuvées (en milliers d'USD)	9 931	7 933	+25,19
Allocations en pourcentage des ressources	82,75	66,10	+16,65
Dépenses effectives (en milliers d'USD)	7 985	7 796	+2,42
Dépenses en pourcentage des ressources	67,00	64,96	+2,04
Nombre total de projets approuvés	53	40	+32,50

Financial statement of the IMI (as at 30 September 2012)

Financed by the Department for International Development (United Kingdom)

SUMMARY

<i>Summary of resources</i>	<i>United States dollars</i>	<i>Liquidity status</i>	<i>United States dollars</i>
Resources (table 1)	12 001 881	Cash received	12 001 881
		(table 1)	
Approved allocations (table 2)	(9 930 593)	Expenditures	(7 985 075)
		(table 2)	
Resources available for commitment	2 071 288	Cash balance	4 016 806

DETAILSTable 1
Resources

	<i>Pounds sterling</i>	<i>United States dollars</i>
13-Dec-03	400 000	689 440
26-Mar-04	100 000	181 085
09-Feb-05	1 000 000	1 857 800
06-Sep-05	1 900 000	3 501 415
28-Mar-06	1 100 000	1 924 560
23-Mar-07	500 000	988 600
30-Jan-08	569 000	1 131 457
01-Apr-08	500 000	987 700
06-Apr-09	500 000	739 825
	6 569 000	12 001 881

Table 2
Commitments and expenditures

<i>Description</i>	<i>United States dollars approved¹</i>	<i>United States dollars expenditures</i>	<i>United States dollars balance</i>
PREPARATORY PHASE			
Preparation work on the IFAD Initiative for Mainstreaming Innovation	8 689	(8 689)	-
Innovative monitoring of impact through the Microfinance Information eXchange (MIX)	71 146	(71 146)	-
Innovative targeting under community development funds	68 227	(68 227)	-
Rural Poverty Portal	78 901	(78 901)	-
Innovative strategies for land and water access to the poor	71 959	(71 959)	-
Scaling up of innovative small stock management practices developed by IFAD projects	68 856	(68 856)	-
Public-private partnership-building in IFAD	73 585	(73 585)	-
Market development support	74 574	(74 574)	-
Funding proposal for programmatic supplementary funds – consultation workshop on the framework	47 461	(47 461)	-
Role of institutional analysis in the successful scaling up of innovation	201 847	(201 847)	-
Regional economist	71 978	(71 978)	-
Total preparatory phase	837 223	(837 223)	-
MAIN PHASE			
(i) Innovative operations			
Competitive bidding³			
Market access for small-scale rural producers	209 813	(209 813)	-
MIX	197 248	(197 248)	-
Mainstreaming new targeting framework	184 194	(184 194)	-
Rural Poverty Portal	199 084	(199 084)	-

¹ Where an activity is finalised, the approved amount indicates the disbursed amount.

Financed by the Department for International Development (United Kingdom)

SUMMARY

Table 2 (cont.)

<i>Description</i>	<i>United States dollars approved^a</i>	<i>United States dollars expenditures</i>	<i>United States dollars balance</i>
Institutional analysis practitioner's guide	192 746	(192 746)	
Rural outmigration, trafficking and HIV/AIDS	194 837	(194 837)	-
Financial services association model	86 723	(86 723)	-
Land tenure security of the rural poor	196 233	(196 233)	-
Innovation in water and rural poverty	197 914	(197 914)	-
Cross Regional South-South Cooperation ²	-	-	-
Biofuels farming systems	144 300	(144 300)	-
Participatory mapping	98 661	(98 661)	-
Model for private-sector payment ³	100 000	(85 337)	14 663
Client-financed agriculture services	171 079	(171 079)	-
Pilot for new supervision and implementation support	152 919	(152 919)	-
Lessons from innovations and young talents in the rural world	197 000	(197 000)	-
New design process for small investments	112 720	(112 720)	-
Innovation scouting and sharing	130 335	(130 335)	-
Technical assistance for self-management	175 000	(175 000)	-
Country M&E and knowledge management system	168 120	(168 120)	-
Healthy alternatives to tobacco	135 000	(135 000)	-
Managing weather risk	200 000	(200 000)	-
Farmer participation in SWAp	200 000	(200 000)	-
Project design pilot	54 900	(54 900)	-
Mainstreaming value chains	192 849	(192 849)	-
Mainstreaming climate change	141 198	(141 198)	-
Leveraging migrants' remittances	162 000	(162 000)	-
Social performance management	200 000	(200 000)	-
Indigenous peoples' knowledge	80 399	(80 399)	-
Learning and sharing day	150 000	(121 802)	28 198
Participatory mapping pilot	116 308	(116 308)	-
Imaged-based monitoring	100 000	(100 000)	-
Thematic indicator	92 723	(92 723)	-
Brokering of natural resource management technical services	99 326	(99 326)	-
CLIMTRAIN project	67 086	(67 086)	-
Training and capacity-building	97 232	(97 232)	-
Security programme for women	24 000	(24 000)	-
Education for a sustainable future	73 803	(73 803)	-
Enterprise risk pilot	48 320	(48 320)	-
Benchmarking of international financing institutions	88 387	(88 387)	-
Investing in poor people	175 000	(61 500)	113 500
Making biogas portable	200 000	(68 504)	131 497
Fail Fair	100 000	(2 952)	97 048
Finalising the MPAT	90 000	(24 934)	65 066
Scaling up mobilisation of remittances	200 000	(4 900)	195 100
Improving weather risk management	190 000	(58 667)	131 333
Securing resource rights	200 000		200 000
Social return on investment for knowledge generation	200 000		200 000

² Project was cancelled after approval due to start up difficulties.

³ Project has been granted additional time to offer opportunities for replication.

Financed by the Department for International Development (United Kingdom)

SUMMARY

Small-holder post-harvest innovations	195 000	(40 318)	154 682
Country office immersion	80 000		80 000
Filling the inter-generational gap	195 000	(7 430)	187 570
Improved learning about IFAD projects	200 000		200 000
	7 457 508	(5 658 853)	1 798 656
(ii) IMI Screening Committee (ISC) costs			
ISC travel/fees	30 824	(30 824)	-
ISC miscellaneous	494	(494)	-
	31 318	(31 318)	-
(iii) Rapid Funding Facility			
San Salvador diaspora	19 950	(19 950)	-
	19 950	(19 950)	-
	7 508 776	(5 710 121)	1 798 656
Total innovative operations			

Table 2 (cont.)

<i>Description</i>	<i>United States dollars approved^a</i>	<i>United States dollars expenditures</i>	<i>United States dollars balance</i>
Partnership development			
IFAD-IFPRI partnership	185 905	(185 905)	-
IFAD-Center for Creative Leadership (CCL) partnership	25 668	(25 668)	-
Innovation promotion	215 000	(188 699)	26 301
Travel by organizations of the rural poor	102 133	(102 133)	-
	528 706	(502 405)	26 301
Learning and sharing			
Scouting and regional fairs	90 573	(90 573)	-
KM of IMI projects	55 000	(6 890)	48 110
Challenge map	46 078	(46 078)	-
Networks and communities of practice	225 000	(192 548)	32 452
Competitions	-	-	-
Web-based sharing	66 471	(66 471)	-
	483 122	(402 560)	80 562
Cultural and organizational change			
Learning tours/field immersion	166 532	(166 532)	-
Monitoring of on-going bids	40 000	-	40 000
IFAD Innovation Strategy	81 900	(81 900)	-
Creative problem-solving training	237 522	(237 522)	-
Other training	23 866	(23 866)	-
Launching of innovation strategy	22 947	(22 947)	-
	572 767	(532 767)	40 000
Total main phase	9 093 371	(7 147 853)	1 945 518
Grand total	9 930 593	(7 985 075)	1 945 518

IMI-FINANCED PROJECTS UNDER IMPLEMENTATION

Project title	USD		Current status
Investing in poor people or investing in places where poor people live?	175 000	An analysis of the differentiated use of people-based and place-based approaches/instruments, and their strategic combination, in 4 IFAD projects in the LAC region. Operational criteria and guidelines will be developed to inform new projects and provide a guide on how their combination can lead to better project design, results and outcomes.	Contract with partner RIMISP for the implementation was signed on 26 June 2012. Participating IFAD-supported projects were identified and selected in El Salvador, Haiti, Nicaragua and Peru in consultation with CPMs. Local consultants were contracted in each country. Learning Group was assembled during Launch Workshop in San Salvador in mid-August; framework, concepts, working definitions, research methodology, responsibilities, country workplans and overall timeline were established and approved by LG. Fieldwork was initiated in Peru (end September), Nicaragua and El Salvador (1 st week of October), including workshops with participating project stakeholders and beneficiaries, focus groups and interviews with key informants. Haiti's project workshop and fieldwork to be carried out in mid-October. The project is on track with all planned activities and deliverables.
Making biogas portable: renewable technologies for a greener future	200 000	Piloting through an IFAD project in Kenya the scaling up of two innovative models: i) second generation plastic bio digesters producing methane from recycled livestock and agricultural waste; and ii) portable biogas bottling. The two innovations can provide resource poor people with access to a clean energy source which can also be used for generating electricity. The pilot offers opportunities for income generation, new jobs and improved livelihoods. A secondary effect will be improved soil fertility through the use of discarded digester effluents.	<p>The project is on schedule and raising interest in Kenya and internationally (Cameroun, Rwanda, India, Pakistan). Major achievements are as follows::</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nine Flexi Biogas systems installed in dairy farms within IFAD investment project "Smallholder Dairy Commercialization Program" in Nakuru; • Four Flexi systems implemented in a rural orphanage school in Naivasha using kitchen and human waste to produce electricity for lighting and Internet access; • M&E: qualitative and quantitative data collected and compared with fixed traditional bio digesters. The second progress report is due on the 5th October. • Knowledge products and results generated: The communication awareness campaign Shujaaz.fm will release first comic strip in Nov. 2012. Video on interview with CEO/Lead Engineer of Biogas International on potential of new generation of portable Flexi Biogas systems. • Enhanced IFAD role in facilitating South-South cooperation: Kenyan engineers visited the Indian Institute of Technology (IIT Delhi) to attend convention on "Current Trends on Indian Biogas" • Developing partnerships (with Green Bricks Eco Solutions and InfoSys in India) to internationally scale up the proposed innovation.

Fail Fair: Making the impossible become reality	100 000	<p>Organization of a <i>Fail Fair</i> in 2013, an event which provides a 'safe space' where experiences of failure are shared across IFAD and provide fodder for collective brain-storming on how to overcome the challenges. The riskiest idea will receive an award. The event provides scope for learning and risk-taking, promotes innovation and contributes to a change in organizational culture. It also contributes to more innovative project designs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Working relationship established with Engineers without Borders – the authors of “Failure Report” • Assessment conducted to evaluate current institutional climate and readiness to accept and learn from failures • Based on assessment findings, a number of “intervention areas” have been identified. These will be further fleshed out to develop a road map • Work is underway with different parts of the house to instil a culture of learning from failures and build awareness of why openness to failure is an important part of development work.
<p>Finalizing the Multidimensional Poverty Assessment Tool (MPAT) and mainstreaming it into operations</p> <p>(Builds on a previous IMI project).</p>	90 000	<p>The MPAT is a multidimensional, survey-based tool for assessing poverty, that allows project managers, government officials and others to determine which dimensions of rural livelihoods likely require support. The MPAT was developed in 2008-2009, and a draft version released in 2010. Much positive feedback has been obtained, from IFAD, UN agencies, NGOs and governments; and the current proposal would allow for the MPAT to be finalised and become part of IFAD’s tool box of poverty assessment tools.</p>	<p>After six months of implementation, progress against the work plan and budget is on track. With support of the Lead Consultant, a pool of human resources has been identified to support the development of MPAT. The first case study in Bangladesh has been finalised and its lessons learned have been integrated in the User’s Guide v.2 and the Excel Spread Sheet v.2. Current efforts are focusing on further strengthening the User’s Guide on rationale and methodology, which will be tested during the second case study in January 2013. Several development partners are currently testing with MPAT, or showing interest, and through continuous interaction, their experiences are being integrated. In spring 2013, the materials will be finalised and a third case study will be conducted over summer to validate the tool and to give the green light for publication and dissemination.</p>
Scaling up mobilisation of remittances for enhanced country programme impact, through RB-COSOPs	200 000	<p>Analysis and development of guidance tools from the knowledge base of the Financing Facility for Remittances to identify key preconditions, success drivers, partners and best practices for replicating and scaling up the offer of remittance and other financial services through postal networks. The capture of remittances as a source of complementary funds will be mainstreamed into the IFAD operating model through the integration of a remittance component in 4-5 RB-COSOPs and through the loans and grants country programme.</p>	<p>Deliverables: 1) The FFR is currently finalizing a review report on its experiences in Postal networks and remittances. Which include key lessons learned and strategic considerations. 2) At partnership level, the FFR under the IMI was able to negotiate with the EC funding for a scaling up programme on Postal networks and remittances in IFAD and has secured partnerships agreements with the World Bank, the World Savings Banks Institute, the United Nations Capital Development Fund, and the Universal Postal Union.. 3) within this new framework, the IMI programme is currently setting the stage for a dissemination and exchange exercise directed at drafting an in-house strategic framework for Postal Networks and remittances 4) On-going discussions are in process to include the thematic approach in both COSOPs and country programmes. Pilot mission with the Philippines and potentially Pakistan are in the planning..</p>

Improving Weather Risk Management using satellite-based technology	190 000 + 550,000 from AFD	(Builds on a previous IMI pilot). The project would build on IFAD's work with weather risk insurance by developing and testing an innovative satellite-based approach to drought index insurance in Mali. The activities proposed could represent a new model for index insurance, which has hitherto required data from on-the-ground weather station; and they could push the frontier for the entire industry and have enormous scaling-up potential.	<p>The project began activities immediately after receiving the IMI grant, and is currently in Phase 2 of 4 - revolving around the identification of remote sensing methodologies for index insurance which impinges on the success of the project. To date the following has been achieved:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Key types of methodologies researched in-depth • Leading players identified and met • Communication on the project through conferences; press release • Pilot test areas in Senegal located according to preliminary criteria • Kick-off mission to Senegal to verify test areas; meet farmers' organizations; forge partnerships with key in-country stakeholders • Initial awareness raising activities about the project carried out in relevant sectors: insurance; earth observation; development • Specifications developed for selecting technical support partners <p>Before year end 2012, the project plans to have selected various technical service providers in order for them to begin developing their specific remote sensing methodologies for in-field testing. The pilot areas in Senegal will also be verified, with detailed profiles developed on them to inform the type of insurance coverage which the sample contracts will be based on, and the data collection that needs to take place.</p>
Securing resource rights through inclusive business models	200 000	With the aim of establishing alternative, sustainable, inclusive, business models in rural areas that can secure land, other natural resource rights and enhance the capacity of small-scale producers to benefit from new market opportunities, research will be carried out to examine 8 on-going-partnerships in IFAD supported projects in SSA and Asia to extract lessons learnt, best practices and challenges in building such models. Learning will be reflected in guidelines or tool kits with recommendations for appropriate policies and implementation frameworks.	An initial review has been carried out of business models used in IFAD programmes and projects. During the regional workshop on land in May in Nairobi, a special session has been held on inclusive business models and their impact on securing access to land and other natural resources. Participants came from IFAD project and programmes in ESA and WCA, CSOs, FOs, private sector organisations, government departments and IGOs. Initial field work is being done in Uganda, Swaziland and Mozambique. Over the next months the list of selected projects and programmes will be finalised and other field trips will be organised. At the same time the preparations for the organisation of a learning route will start.
The learning side of impact assessment: piloting <i>Social Return on Investment</i> (SROI) for knowledge generation and Project-based learning in Sudan and Yemen	200 000	Participatory, learning-oriented impact assessment of projects in Sudan and Yemen, to quantify in particular the non-physical results (such as changes in social capital, rural empowerment and environmental benefits). The process will promote dialogue, create space for learning/capturing knowledge and strengthen knowledge generation at the project level.	The contractual agreements with the implementing partner are underway and will be finalized by end October. The first SROI assessment will take place in Sudan in January 2013, the second one is scheduled for April 2013, and the wrap-up write shop planned for June 2013 in Rome. Due to persistent security issues in Yemen, the second assessment will take place in Armenia instead, while a number of Yemeni project staff and partners will join the Sudan and Armenia assessments for on-the-job training purposes, as well as participate in the write shop.

Small-holder post-harvest innovations Project (SPIP)	195 000	Post-harvest management systems and technologies have a critical role to play in reducing food losses, ensuring the quality and quantity of produce and improving market access for small scale farmers. The SPIP, which will be piloted in 2 IFAD projects, will include awareness raising, learning packages, capacity building and field testing of affordable post-harvest technologies and techniques. A further objective will be to ensure that post-harvest issues are addressed in project design and implementation for value chain projects.	The SPIP is being implemented through 2 IFAD projects in Malawi and Rwanda. In Malawi, management of aflatoxins in the groundnut value chain is the focus. An assessment has been carried out and a consultant recruited to support training of farmers and field demonstrations of techniques and technologies. In Rwanda, targeted beans and maize farmers, members of a cooperative have been trained and a local NGO has been recruited to support in activity implementation. A cooperative storage shed is currently under construction and targeted farmers are testing provided technologies for drying and storage.
Country office immersion for innovation	80 000	A programme designed to give IFAD support staff based in Rome the opportunity to spend 4-5 days in an IFAD country office to enhance their understanding of country office processes and realities, strengthen collaboration between the field and HQ and provide feedback on their return on possible areas of improvement	An announcement was posted on the IFAD intranet site inviting all interested staff to submit proposals for work-related 'projects' that they could implement in an IFAD country office. From the proposals received from potential applicants, six were found to have the requirements to be implemented. Following selection and communication to all IFAD staff of successful applications, each of the six selected participants has identified one country office to visit in order to work on his/her proposed project. The country offices selected to date are Senegal, Ghana, Sudan, India, China and Vietnam. First project visits to country offices are planned in mid-October. New proposals are being received and are being assessed to identify 4 additional participants.
Filling the inter-generational gap in Knowledge on Ag. Water Management: twinning junior and senior experts	195 000	A junior-senior twinning programme for Agricultural Water Management specialists for the transfer of expert knowledge across generations. It aims to support the development of junior AWM professionals, to create synergies between the technological strengths of juniors and the AWM knowledge of seniors, to encourage ideas and opportunities for innovation and to provide quality and continuity in AWM expertise. The AWM curriculum developed during the programme will provide a useful model for further application	The project began activities in June 2012. The methodological approach has been revised to make it more effective and enhance the impacts for the rural poor. All activities have been moved from Rome to SSA, and the twinning has been transformed into an in-field junior-senior mentoring program based on practical issues in IFAD project implementation and supervision. Six countries have been selected: Burkina Faso, Ethiopia, Gambia, Ghana, Malawi, and Niger; all countries with a water portfolio, available CPMs and local PMUs. All the seniors have been identified in collaboration with CPMs; and a call for junior applicants has been issued. To help identify candidates, connections have also been established with various universities, research centres and knowledge hubs: Agrinatura/ Agrismundus (EU), Unesco-IHE (EU), Makerere University (Uganda), University Water Sector Partnership (Ethiopia), 2iE (Burkina Faso), KNUST and UDS (Ghana), Capnet (South Africa), Imawesa (Regional), YPARD (network), IWMI (Sri Lanka). Selection of the candidates is ongoing. To increase the initiative's visibility, a space has been assigned to the project at the Stockholm Water Week, and at the Regional Forum for IFAD-Sponsored Projects in Banjul.

Improved learning from IFAD-supported projects.	200 000 + 200,000 from B&M Gates Foundation	Studies will be commissioned on specific thematic areas of strategic importance to IFAD, in association with a limited number of IFAD supported projects that focus on these thematic areas, to explore the drivers behind project performance and impact. The studies will provide a model to improve learning from our on-going operations and support the application of lessons learnt in a more systematic manner to inform project design and IFAD's policy/advocacy work.	A team of consultants to work on the project has been recruited; the methodology for Participatory Impact Assessment and Learning Approach (PIALA) is currently under development and is expected to be completed during 2012; selection of projects on which the PIALA methodology will be tested, and of the in-country research partners, scheduled for late 2012; and the PIALA case studies themselves are scheduled for early 2013. Additional project resources have been mobilised from B&M Gates Foundation, with whom a project partnership established, and this will expand the number of case studies, and potentially facilitate an initial proof of concept and subsequent scaling up.
Inclusive value chain-based public-private partnership approach to mainstreaming poor rural farming communities in markets in Africa and Asia	200,000	The project aims to mainstream poor, rural communities, particularly women and youth, into markets using a PPP approach which addresses inclusiveness and environmental sustainability concerns. The project will define, apply and refine a PPP toolkit based on inclusive value chains. Expected outcomes are: (i) increased capacities of farmers, buyers, financial institutions, projects and IFAD staff to identify, screen, negotiate, manage and monitor/evaluate potential PPP opportunities; and (ii) an increase in the number of PPPs meeting these criteria in WCA, APR and IFAD more generally.	Project approved October 2012
Total	2 225 000		